

l'Angleterre d'abandonner la protection pour revenir au libre-échange, parce que cet embargo, ainsi que me le disait confidentiellement un membre du gouvernement impérial, n'avait pour but que de satisfaire les exigences créées par la situation à la mère patrie. Le peuple anglais savait que les bestiaux qu'on expédiait sur leurs marchés étaient parfaitement sains, mais pour faire plaisir aux cultivateurs de la Grande-Bretagne qui se trouvaient à entrer en concurrence avec nos cultivateurs canadiens sous ce rapport, on a cru devoir adopter cette politique.

M. McMULLEN : Oh, non.

M. MONTAGUE : L'honorable député dit non, moi, je dis oui.

M. McMULLEN : Non.

M. MONTAGUE : L'honorable député ignore complètement ce dont il parle.

M. McMULLEN : J'en connais plus long que vous sur ce sujet.

M. MONTAGUE : Je le répète, l'honorable député ne sait ce qu'il dit ; en effet, que prétend-il ? Que le bétail que nous avons expédié en Angleterre n'était pas sain ? Quant à moi, je parle de choses que je connais parfaitement, et dont m'a parlé un membre du gouvernement impérial.

Le ministre de l'Agriculture a prononcé dernièrement un grand discours à Sherbrooke ; c'était pendant l'élection partielle, et ce discours a été reproduit en entier dans le *Herald* de Montréal. Le ministre a été l'objet d'une réception des plus enthousiastes. On a vu trois jolies petites filles s'avancer sur l'estrade et lui présenter des bouquets ; pour récompense, chacune d'elle a reçu un baiser de ce vieux garçon si galant, qui détient maintenant le portefeuille de ministre de l'Agriculture. Ce fait eût été de nature à mettre de bonne humeur l'honorable ministre, mais c'est tout le contraire qui s'est produit. Il aurait pu, au moins, ne pas imputer à ses adversaires des faits qui n'existent pas en réalité. Qu'a-t-il dit aux électeurs de Sherbrooke ? Il a déclaré ceci : Si vous avez maintenant l'avantage d'écouler sur le marché des Etats-Unis pour \$3,000,000 de nos produits, c'est grâce à moi, le Dr Montague avait essayé depuis trois ans de faire disparaître ces règlements de quarantaine, qui étaient si préjudiciables au pays, mais il n'a pas pu réussir. Je dois faire remarquer, M. l'Orateur, que je n'ai occupé la position de ministre de l'Agriculture, que durant six mois ; j'ai pu m'occuper d'autre chose, mais l'honorable ministre se trompait, puisque personne n'a jamais cherché à faire disparaître les inconvénients créés par cette quarantaine, imposée par les Etats-Unis. Pourquoi, ces derniers ont-ils imposé cette quarantaine qui était de nature à nous nuire considérablement ? C'est parce que, nous leur avions imposé une quaran-

taine de 90 jours. C'est nous qui attaquons les Etats-Unis et pourquoi ? Parce qu'il nous fallait ménager l'entrée en franchise de nos produits au marché de la Grande-Bretagne et que par conséquent, il fallait que cet embargo ne fût pas à notre préjudice. C'est pour cela que nous avons fait un arrangement avec le gouvernement anglais qui nous obligeait à établir cette quarantaine contre l'exportation du bétail venant des Etats-Unis. Il nous eût été facile de faire disparaître ces inconvénients, mais nous ne l'avons pas fait, parce que notre but était de tenir l'engagement contracté avec la mère patrie, et qui nous donnait son marché. D'après cet arrangement, nous avions obtenu ces privilèges, et un fait à noter, M. l'Orateur, c'est que, ces messieurs de la droite n'ont jamais protesté contre la quarantaine que nous avions établie contre le bétail expédié des Etats-Unis. Ils nous ont bien reproché de ne pas avoir fait des règlements plus sévères à ce sujet. Ils nous ont harassés de reproches, sous le prétexte que nous négligions de faire observer ces règlements.

Mais, M. l'Orateur, le ministre dit, c'est grâce à moi, si vous avez obtenu tous ces avantages. C'est grâce à moi, si l'embargo sur le bétail canadien a été enlevé. Je dois cependant faire remarquer ici que, alors que le premier ministre faisait sa tournée dans la province d'Ontario, il a déclaré aux cultivateurs que le ministre de l'Agriculture leur avait obtenu l'entrée en franchise du bétail canadien sur le marché des Etats-Unis ; évidemment, il ignorait complètement la différence qui existe entre les règlements de la quarantaine et l'impôt que les expéditeurs devaient payer, puisque ces règlements avaient été retranchés et que les impôts existaient tout de même. Cela se passait après que j'eusse discuté la question sous toutes ses faces, avec le secrétaire d'Etat pour les colonies, et avec le très honorable Walter Long, ministre actuel de l'Agriculture en Angleterre. J'ai compris alors que si la politique suivie par le gouvernement anglais était purement domestique, ainsi que les ministres anglais le prétendaient, que si cette politique en était une de protection, comme ils le reconnaissent de fait, il n'était pas nécessaire d'aller plus loin que n'avait fait sir Charles Tupper et les autres ministres de l'Angleterre qui lui ont succédé, et qui ont dit que le bétail expédié par nous était parfaitement sain.

C'est pour cela que j'ai donné ordre au chef du département de la quarantaine, quelque temps avant de laisser ma position de ministre de l'Agriculture, d'entrer en correspondance avec le docteur Salmon, chef du bureau de la Quarantaine aux Etats-Unis. Je croyais que cette politique adoptée par la Grande-Bretagne était à son avantage, il n'était pas nécessaire pour nous, de chercher à faire enlever l'embargo qui existait à l'heure même. En d'autres termes, je comprenais qu'il serait plus avantageux pour